



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE,  
DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET DE L'ÉNERGIE

Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement  
et du Logement  
Lorraine

Metz, le 23 JUIN 2014

Unité Territoriale 57

4 rue François de Guise - CS 50551  
57009 METZ CEDEX 1

**RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES**

**Objet :** Société ARCELORMITTAL ATLANTIQUE ET LORRAINE - sites des hauts fourneaux à Hayange, de l'aciérie et coulée continue à Serémange-Erzange et de l'agglomération de minerai de fer à Rombas  
"Mise sous cocon" des installations

**Réf. :** Votre courrier du 13 août 2013 transmettant le courrier de l'exploitant du 7 août 2013

--	--	--

Par courrier du 13 août 2013, Monsieur le Préfet transmet à la DREAL le dossier de l'exploitant relatif à la « mise sous cocon » de certaines installations et demande quelle suite il convient de donner à ce dossier. Le présent rapport ne traite que des enjeux ICPE. Les aspects canalisations et équipements sous pression ne sont pas abordés dans ce document.

## **I – Rappel du contexte**

Le groupe ArcelorMittal Atlantique et Lorraine exploitait un complexe sidérurgique au sein des vallées de la Fensch et de l'Orne, en Moselle. Ces activités industrielles peuvent être schématiquement découpées en deux parties :

↳ les « usines à chaud » qui se composent de :

- l'usine d'agglomération de minerai de fer, située à Rombas ;
- les deux hauts-fourneaux, P3 et P6 situés sur le site de Patural à Hayange (et P4 arrêté) ;
- l'aciérie et la coulée continue, situées à Serémange-Erzange ;  
(ces trois premiers sites constituent la « fillère liquide »)
- le train à chaud situé sur le territoire des communes de Hayange et Serémange-Erzange ;
- la cokerie, située à Serémange-Erzange ;

↳ les « usines à froid » qui sont implantées sur les bans communaux de Thionville et Florange et comprennent :

- le département Packaging sur le site d'Ebange (comprenant notamment un laminoir à froid à 5 cages, une ligne de décapage, dégraissage, recuit continu, étamage) ;
- le site de Sainte-Agathe (dont une ligne de couplage, de recuit continu, de galvanisation, de revêtement organique et une ligne d'inspection), situé à Florange ;
- la ligne d'électrozinguage ELSA sur le site de Sainte-Agathe à Florange ;
- l'unité tôles fines, située à Florange/Ebange.

Sur le plan réglementaire, chacune de ces installations fait l'objet d'une autorisation spécifique d'exploitation au titre de la législation sur les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE).

Les deux hauts fourneaux P3 et P6, ainsi que l'ancien haut fourneau P4, de Hayange sont réglementés par l'arrêté préfectoral n° 98-AG/2-248 du 26 novembre 1998, modifié depuis. Concernant le haut fourneau P4, l'exploitant indique que ce dernier a été arrêté il y a plusieurs années. L'Inspection n'a retrouvé à ce jour aucune trace de cessation d'activité concernant ce haut fourneau. Ce dernier n'a pas été démantelé ; seule la partie la plus haute menaçant d'effondrement a été démantelée par l'exploitant.

L'agglomération de minerai de fer de Rombas est réglementée par l'arrêté préfectoral n° 2000-AG/2-93 du 31 mars 2000, modifié depuis.

L'aciérie et la coulée continue sont réglementées par l'arrêté préfectoral n° 99-AG/2-68 du 23 mars 1999, modifié depuis.

Le groupe ArcelorMittal a décidé en octobre 2011 la mise à l'arrêt des installations de production de l'agglomération, de l'aciérie, de la coulée continue et du haut fourneau P6 (juillet 2011 pour le haut fourneau P3). Ces installations n'ont pas redémarré depuis cette date.

L'accord signé le 30 novembre 2012 entre l'Etat et la Direction du groupe ArcelorMittal prévoit (item 5) :

*« Les installations de la phase liquide de Florange seront mises sous cocon dans l'état actuel et compatible avec la perspective de réalisation d'un démonstrateur industriel ULCOS sur un haut-fourneau. Le fonctionnement de toutes ces installations sera arrêté en toute sécurité à l'issue de la procédure légale... A l'issue de cette période de 6 ans, ArcelorMittal évaluera la possibilité de redémarrer une activité au niveau du haut-fourneau sur le site de Florange, soit en cas de retour du marché, soit en cas de projet de nouvelle technologie. Par ailleurs, ArcelorMittal confirme son engagement d'exploiter la cokerie de Serémange. ».*

Après avoir terminé la procédure réglementaire en matière de droit du travail, ArcelorMittal a adressé, par courrier du 7 août 2013, un dossier portant sur la « mise sous cocon » des installations de l'agglomération de minerai de fer, des hauts fourneaux, de l'aciérie et de la coulée continue. L'objet du présent rapport est de proposer les suites à donner à ce dossier. Le présent rapport reprend également les éléments des visites d'inspection réalisées sur chaque site le 1<sup>er</sup> avril 2014.

## **II – Eléments réglementaires**

Au regard de la législation des installations classées, cette situation appelle les commentaires suivants :

1) la notion de « mise sous cocon » ne dispose d'aucune définition juridique dans la réglementation ICPE et l'accord signé ne donne aucun détail sur le sujet.

2) Réglementairement, le Code de l'Environnement dispose :

### **Article R. 512-74 du Code de l'environnement**

*" L'arrêté d'autorisation, l'arrêté d'enregistrement ou la déclaration cesse de produire effet lorsque, sauf cas de force majeure, l'installation n'a pas été mise en service dans le délai de trois ans ou lorsque l'exploitation a été interrompue pendant plus de deux années consécutives. "*

Le cas de force majeure correspond à des circonstances exceptionnelles (accidents, ....) qui doivent être étrangères à l'exploitant concerné, ce qui n'est pas le cas dans la présente situation. La jurisprudence ne retient pas l'aspect économique.

Ainsi, à compter d'octobre 2013, l'exploitant n'est plus autorisé à exploiter les installations de l'agglomération, de l'aciérie/coulée continue, et des hauts fourneaux. Ces éléments sont repris dans la note du 20 juin 2013 que la DREAL avait adressée à Monsieur le Préfet.

La reprise d'une activité sur ces sites restera ensuite possible sous réserve de la demande d'une nouvelle autorisation d'exploiter.

3) De plus, le Code de l'Environnement prévoit également :

### **Article L. 512-19 du Code de l'environnement**

*(Loi n° 2003-699 du 30 juillet 2003, article 29-1°)*

*" Lorsqu'une installation n'a pas été exploitée durant trois années consécutives, le préfet peut mettre en demeure l'exploitant de procéder à la mise à l'arrêt définitif. "*

Conformément à l'esprit de cette loi dont l'objectif était d'éviter que des exploitants ne s'acquittent jamais de leurs obligations de remise en état du site, et en fonction des engagements d'ArcelorMittal pour mettre en œuvre notamment les dispositions techniques d'une cessation d'activité, l'Inspection pourra être amenée à proposer de mettre en demeure ArcelorMittal de présenter les mesures et documents liés à l'arrêt définitif.

4) Les dispositions législatives relatives à la cessation d'activité des installations classées sont déclinées aux articles R.512-39-1 à R.512-39-3 du Code de l'Environnement. En application de l'article L. 512-6-1 du Code de l'Environnement, ces articles imposent notamment à l'exploitant :

- dès la cessation d'activité, la mise en sécurité du site ;
- dans un second temps, la mise en œuvre de mesures de réhabilitation dont l'objectif est de rendre compatible l'état du site et l'usage futur prévu.

**Article R. 512-39-1 du Code de l'Environnement (cessation d'activité, mise en sécurité du site)**

" I. Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations visées à l'article R. 512-35. Il est donné récépissé sans frais de cette notification.

" II. La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment :

" 1° L'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, celle des déchets présents sur le site ;

" 2° Des interdictions ou limitations d'accès au site ;

" 3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ;

" 4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

" III. En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon les dispositions des articles R. 512-39-2 et R. 512-39-3. "

Les outils méthodologiques relatifs à la gestion des sites et sols (potentiellement) pollués sont décrits dans les circulaires du 8 février 2007.

5) Pour l'immédiat, le traitement administratif de la « mise sous cocon » des installations concernées doit se faire en application de l'article R.512-33 (modifications apportées à des installations).

**III – Analyse du dossier transmis par l'exploitant et constats des inspections du 01/04/2014**

Le périmètre géographique concerné par cette « mise sous cocon » est précisé en annexe 1.

L'activité de la zone expédition à l'agglomération de minerai de Rombas devait être arrêtée en avril 2014.

Il est proposé d'analyser le dossier fourni par l'exploitant notamment selon les critères réglementaires d'une mise en sécurité d'un site dont la cessation d'activité a été déclarée (R. 512-39-1). Les éléments ci-dessous reprennent aussi certains constats des inspections réalisées le 1<sup>er</sup> avril 2014 sur chacun des sites.

**III.1 - Evacuation et élimination des produits dangereux (article R 512-39-1, II, 1)**

L'exploitant indique dans son dossier que tous les déchets ont été évacués et éliminés vers des filières de valorisation ou d'élimination. L'exploitant précise en outre que :

- les produits neufs ont été repris par les fournisseurs ou répartis sur les installations du site encore en fonctionnement,
- les ferrailles ou matières ferreuses ont été recyclées à l'agglomération de minerai de Dunkerque.

Néanmoins, l'Inspection a constaté le 01/04/2014 que certains produits ou déchets n'avaient pas encore été éliminés :

- certains réservoirs fioul n'étaient pas encore vidés,
- certains matériaux et minerais n'avaient pas encore été enlevés : laitiers et lousps de fonte aux hauts fourneaux, minerais en mélange et castine à l'agglomération,
- des transformateurs restaient encore en activité, et d'autres n'ont pas été vidés.

Il a été demandé à l'exploitant de transmettre à l'Inspection les justificatifs correspondant aux déchets éliminés et la liste exhaustive des produits et déchets restant à éliminer sur chacun des sites, ainsi qu'un échéancier pour leur élimination.

Il convient de noter par ailleurs que le parc à ferrailles et casse fonte situés au Sud du laminoir à chaud mais rattachés à l'aciérie sont toujours en activité.

### **III.2 - Accès au site (article R 512-39-1, II, 2)**

L'exploitant indique dans son dossier et le jour des inspections que les objectifs sont les suivants :

- la zone sous cocon est clôturée, surveillée et son accès réglementé. Une organisation dédiée à la surveillance et au gardiennage a été mise en place depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2014 (autorisation d'accès préalable par un coordinateur de zone, la gestion des zones mises sous cocon relevant de la responsabilité du service maintenance centrale) ;
- la surveillance des sites est assurée par des rondes et la mise en place mi-2014 de moyens technologiques (détection des intrusions par caméras thermiques et vidéosurveillance) ; un PC de surveillance a été installé au niveau de l'aciérie pour la zone hauts fourneaux, aciérie et à l'agglomération ;
- il convient de noter qu'une clôture interne a été spécialement installée pour la zone hauts fourneaux et aciérie, permettant d'isoler cette zone des installations adjacentes toujours en activité (laminoir à chaud, cokerie et crassier), et une clôture a été installée pour la zone agglomération ; ces clôtures délimitent la zone sous cocon sous surveillance ;
- des accès pour les secours ont été maintenus ;
- l'éclairage des routes et des accès aux dispositifs de surveillance des utilités resteront en service ;
- la signalisation des voies ferrées vers l'usine de Tata Steel située à Nilvange/Hayange doit être maintenue (travail en cours) ;
- certains accès dangereux aux installations seront fermés et/ou condamnés, pour éviter tout risque d'accident.

Les clôtures mises en place pour délimiter les zones sous surveillance ne correspondent pas à l'emprise foncière réelle des sites. Par exemple une zone au Sud de l'agglomération est hors du périmètre de surveillance, mais reste dans le périmètre d'emprise foncière du site.

Au 1<sup>er</sup> avril 2014, la mise en place d'une clôture et d'une surveillance adéquate restait à réaliser pour la zone au Nord de l'agglomération (l'activité de la zone expédition devrait être arrêtée en avril 2014, cf. annexes 1 et 2).

### **III.3 - Suppression des risques d'incendie et d'explosion (article R 512-39-1, II, 3)**

L'exploitant indique dans son dossier et le jour des inspections que :

- les principales sources de dangers ont été supprimées : les bandes transporteuses à l'agglomération sont consignées électriquement et mécaniquement, le gazoduc de gaz de hauts fourneaux a été purgé et inerté pendant six mois puis mis à l'air depuis mi-2013, le gazomètre et les tuyauteries de gaz d'aciérie ont été vidangés et inertés puis mis à l'air, les capacités d'oxygène à l'aciérie ont été mises à l'air,
- une partie du réseau électrique alimentant les entités en activité et les éléments de sécurité liés à ce réseau sont encore opérationnels ; l'exploitant a prévu de mettre en place un nouveau réseau de distribution électrique indépendant permettant l'alimentation de l'éclairage des sites mis sous cocon, la signalisation des voies ferrées, la vidéosurveillance, les pompes de drainages (alimentation via un bocage spécifique), pour fin juin 2014,
- les réseaux de gaz sont vidangés, isolés et inertés à l'azote (argon, azote, oxygène, gaz de cokerie, gaz naturel) sauf la conduite oxygène alimentant l'atelier d'écrouage du laminoir à chaud ; des fonds plein ont été installés, les réseaux inertés à l'azote sont surveillés par Air Liquide,
- des réseaux d'eau incendie sont maintenus opérationnels (les poteaux incendie et prises incendie sont alimentés en eau de l'Orne via le château d'eau pour l'agglomération et en eau de Moselle pour les hauts fourneaux et aciérie, les extincteurs ont été redéployés sur les sites mis sous cocon pour être facilement accessibles, les RIA ont été mis hors service) ; l'exploitant précise que les réseaux sont testés annuellement ; néanmoins, aucun test n'a été réalisé en 2013,
- le système de détection incendie va être arrêté progressivement au fur et à mesure de la coupure électriques des salles électriques concernées.

Néanmoins, les visites du 1<sup>er</sup> avril 2014 ont révélé que certains stockages de produits dangereux (fioul, transformateurs, ...) devaient encore être vidés. Aussi, au 1<sup>er</sup> avril 2014, les risques n'étaient pas complètement supprimés.

Il a été rappelé à l'exploitant que les réseaux incendie doivent être dimensionnés pour faire face à tout accident sur le site.

La sirène PPI située sur le château d'eau de la coulée continue a été désactivée. Dans le cadre du PPI, les deux autres sirènes restent opérationnelles.

L'exploitant devra mettre à jour les plans d'organisation interne (POI) relatif aux hauts fourneaux et à l'aciérie (prévu pour fin 2014). Il n'existe pas de plan d'urgence pour l'agglomération.

### **III.4 - Surveillance des effets de l'installation sur son environnement (article R 512-39-1, II, 4)**

Concernant les eaux souterraines, un réseau piézométrique était en place sur chacun des sites. L'exploitant a indiqué le 1<sup>er</sup> avril 2014, que des mises à jour des études hydrogéologiques ont été réalisées :

- agglomération : décembre 2012,
- hauts fourneaux : septembre 2013,
- aciérie/coulée continue : janvier 2014.

Globalement l'exploitant indique que ces études préconisent l'implantation d'un nouveau piézomètre à l'agglomération et d'un nouveau piézomètre pour les hauts fourneaux.

Aucune étude de sol n'a été programmée par l'exploitant.

Concernant les eaux de surface, l'exploitant indique, pour chacun des sites, que les seuls effluents aqueux rejetés sont désormais :

- les eaux pluviales susceptibles d'être polluées,
- les eaux de pompage des caves.

Selon l'exploitant, ces effluents sont désormais rejetés :

- dans la Fensch sans traitement pour les hauts fourneaux,
- dans le ruisseau du Grau sans traitement pour l'agglomération de minerai de Rombas,
- dans la Fensch après passage dans la station de traitement des eaux du laminoir à chaud pour l'aciérie. Sur ce point, dans le cadre de l'amélioration des rejets au laminoir à chaud, l'exploitant avait envisagé de déconnecter les réseaux laminoir à chaud/aciérie et d'envoyer les effluents aqueux de l'aciérie directement dans le milieu naturel sans traitement. Le jour de l'inspection, l'exploitant indique que ce projet est en suspens.

L'exploitant poursuit actuellement l'autosurveillance telle que prévue dans les arrêtés préfectoraux d'autorisation et complémentaire de chaque site. Les résultats d'autosurveillance sont analysés par l'Inspection, notamment au travers de rapports d'inspection trimestriels. Les derniers résultats d'autosurveillance montraient des dépassements des valeurs limites imposés en flux au niveau des hauts fourneaux. Il convient de préciser que l'Inspection n'avait pas été tenue informée de l'arrêt des installations de traitement des effluents, pouvant être à l'origine d'une hausse des flux de polluants rejetés.

Il convient également de noter que le ruisseau « la Tensch », appelé aussi ruisseau de Marspich, prenant sa source à Nilvange, traversant ensuite le quartier de Marspich à Hayange, a été canalisé et passe sous le site du crassier, puis sous le site de l'aciérie, et se rejette directement dans la Fensch au niveau de la blanchisserie de la Fensch.

Concernant les rejets atmosphériques, l'exploitant indique que les installations ne sont plus à l'origine d'émission dans l'atmosphère. Des panaches jaunes orangés émis à l'atmosphère avaient été constatés par l'Inspection en marge de la visite du 25 janvier 2013 vers les installations du laminoir à chaud – coulée continue. L'exploitant avait indiqué que ces panaches étaient dus à la découpe de ferrailles au niveau du casse fonte du laminoir à chaud (parc à ferrailles), et un mode opératoire devait être mis en place. Interrogé sur le sujet, l'exploitant indique qu'il n'y aura pas de découpe de ferrailles sur les sites mis sous cocon.

#### **IV – Conséquences de la « mise sous cocon » et propositions de l'Inspection**

##### ***IV.1 - Pour les installations des hauts fourneaux, aciérie/coulée continue et agglomération de minerai***

L'accord signé le 30 novembre 2012 entre l'Etat français et ArcelorMittal précise notamment que *« les installations de la phase liquide de Florange seront mises sous cocon dans l'état actuel et compatible avec la perspective de réalisation d'un démonstrateur industriel ULCOS sur un haut fourneau. Le fonctionnement de toutes ces installations sera arrêté en toute sécurité à l'issue de la procédure légale. [...] ArcelorMittal s'engage à ne pas démonter ces installations dans les 6 ans. [...] »*.

Or, pendant cette période de 6 ans, il semble important de vérifier que les installations à l'arrêt mais non démantelées ne génèrent pas d'impact sur l'environnement. Il est donc proposé de traiter cette mise à l'arrêt comme une modification du mode de fonctionnement des installations (article R.512-33 du Code de l'Environnement) et de prescrire par arrêté préfectoral pris dans les formes prévues à l'article R.512-31 des mesures visant à prévenir tout impact ou risque pour l'environnement et à poursuivre une surveillance des effets des installations sur l'environnement.

Plus précisément, l'Inspection propose les prescriptions suivantes :

- concernant la prévention de la pollution atmosphérique : les installations ne doivent plus être à l'origine d'aucun rejet atmosphérique pendant la phase de mise sous cocon,
- concernant la prévention de la pollution des eaux :
  - les prélèvements d'eau dans le milieu naturel sont limités au minimum lié à la lutte contre un éventuel incendie, ou aux exercices de secours,
  - les rejets aqueux doivent être compatibles avec l'acceptabilité du milieu récepteur (la Fensch ou le ruisseau du Grau) ; il est donc proposé de maintenir des installations de traitement pour les eaux susceptibles d'être polluées, d'imposer des valeurs limites de rejet et de maintenir une autosurveillance des rejets,
- concernant les eaux souterraines, il est proposé de maintenir une surveillance de la qualité des eaux, en réalisant des analyses semestrielles sur les polluants susceptibles d'être retrouvés sur des sites sidérurgiques similaires à l'arrêt,
- concernant la gestion des déchets, les installations ne doivent plus être à l'origine de production de déchets en dehors de ceux générés par d'éventuelles opérations d'entretien, de maintenance ou de mise en sécurité ; aucun déchet ni produit dangereux ne doit plus être stocké sur les sites,
- concernant la mise en sécurité, les différents équipements doivent être vidangés, isolés et inertés (ou mis à l'air),
- les installations et leurs abords proches doivent être surveillés en permanence et l'accès aux sites restreint.

De plus, les installations des hauts fourneaux, de l'aciérie/coulée continue et de l'agglomération étaient soumis aux dispositions de la Directive 2010/75/UE relative aux émissions industrielles, dite Directive IED. Néanmoins, du fait de l'arrêt des activités, il ne sera pas demandé de dossier de réexamen pour ces sites (article R. 515-71), ni de rapport de base. Ce dossier devra être fourni dans le cadre d'une éventuelle demande d'autorisation d'exploiter en cas de reprise future d'une activité sur les sites. Cependant, il convient de disposer dès à présent d'informations concernant l'état de pollution des sols et des eaux souterraines, afin d'identifier les sources de pollution déjà présentes sur le site et d'engager prochainement, éventuellement sans attendre la cessation d'activité officielle, des mesures de gestion de ces pollutions. Il est donc proposé de demander à l'exploitant de réaliser un état des lieux de la qualité des milieux au droit des sites (sols, eaux souterraines, eaux superficielles, sédiments...).

L'exploitant indique qu'aucune opération de démantèlement ou de démontage partiel pour menace d'effondrement n'est à ce jour prévue.

Afin de suivre néanmoins les éventuelles opérations (maintenance, entretien, ...) réalisés sur les sites, l'Inspection propose de demander à ArcelorMittal Atlantique et Lorraine de transmettre annuellement un bilan indiquant a minima :

- les opérations effectivement réalisées au cours de l'année N-1 sur ces sites,
- le bilan et les justificatifs de l'élimination des déchets dans les filières autorisées pour l'année N-1,
- les opérations prévues pour l'année N.

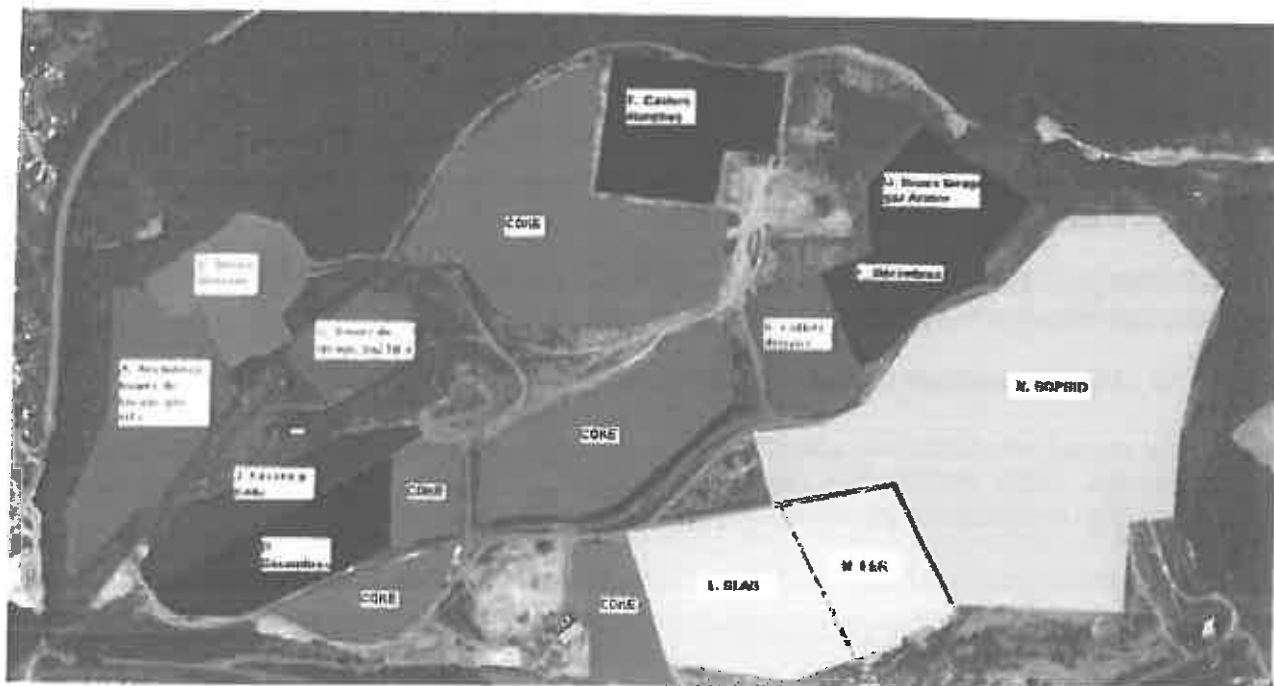
Enfin, l'exploitant devra a minima maintenir des moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et établir un plan d'urgence en cas d'accident pour chacun des sites.

Un projet d'arrêté préfectoral pour chacun des sites reprenant ces dispositions est présenté en annexe 3.



#### **IV.2 - Pour les installations du crassier**

ArcelorMittal Atlantique et Lorraine est par ailleurs autorisé à exploiter une installation de stockage de déchets inertes, non dangereux et dangereux, ainsi qu'un stockage de coke et de soufre sur le crassier de Marspich à Hayange. Le site du crassier est notamment réglementé par l'arrêté préfectoral n°2007-DEDD/IC-403 du 7 novembre 2007. Les différentes zones exploitées sont les suivantes.



L'exploitant indique que les zones impactées par la « mise sous cocon » sont les suivantes :

- lagune à boues de lavage du gaz de hauts fourneaux (C) : plus aucun dépôt de boue,
- décombres aciérie (F) : plus aucun dépôt
- boues de lavage du gaz d'aciérie (G) : plus aucun dépôt
- lagune à boues diverses (B) : restera exploitée, les boues de « vidange décanteur aciérie » ne seront plus déposées
- laitier défermé (K) : plus aucun dépôt de laitier
- fosses à fonte (J) : arrêtées
- zone de stockage de poussières de gaz de hauts fourneaux (juste derrière les fosses à fonte) : plus aucun dépôt.

L'exploitant a indiqué en outre que certaines zones de stockage de coke pourraient être affectées à d'autres usages, tels que la récupération pour valorisation des stocks historiques de laitiers. Il a été rappelé à l'exploitant qu'il devra transmettre au préalable un dossier de demande de modification de ses installations.

De l'eau provenant principalement des installations d'approvisionnement des hauts fourneaux (Fensch, Moselle et mines) était utilisée sur le crassier, pour arroser, en été, les pistes et stockages pouvant engendrer des envois de poussières. L'exploitant avait indiqué, lors de l'inspection du 20 septembre 2013, qu'une étude est en cours sur l'approvisionnement en eau du crassier, dans le cadre de l'arrêt des installations des hauts fourneaux en 2011. Par courrier du 30 janvier 2014 (réponses aux constats de l'inspection), l'exploitant précise qu'un réservoir d'eau a été mis en place au niveau du crassier pour disposer d'une réserve d'eau d'extinction d'un incendie. Il sera nécessaire, au cours d'une prochaine visite sur site, de faire le point sur ce sujet.

#### **IV.3 - Pour les autres installations sidérurgiques**

Certaines installations actuellement en fonctionnement et exploitées par ArcelorMittal Atlantique et Lorraine le long de la vallée de la Fensch sont impactées, directement ou indirectement, par l'absence de gaz de hauts fourneaux et de gaz d'aciérie, utilisés comme gaz combustibles :

- la batterie de fours de la cokerie est désormais alimentée en gaz de cokerie ; concernant les chaudières de la cokerie, trois sont alimentées en GCK et une à l'arrêt était alimentée en GHFx ;
- les deux fours du laminoir à chaud, auparavant alimentés en gaz mixte (hauts fourneaux, aciérie, cokerie) sont désormais alimentés en gaz naturel et gaz de cokerie (le gaz de cokerie étant préférentiellement utilisé pour la batterie de la cokerie puis pour les fours du laminoir à chaud) ;
- les fours de recuit et la ligne de galvanisation aval (Packaging, Sainte Agathe, Tôles Fines) sont désormais principalement alimentés en gaz naturel et ponctuellement en gaz de cokerie.

Cette modification de la stratégie de placement des gaz sidérurgiques peut avoir un impact sur les rejets atmosphériques des sites listés ci-dessus.

#### **IV.4 - Pour la centrale vapeur exploitée par DALKIA**

La centrale vapeur est désormais principalement alimentée en gaz naturel et ponctuellement en gaz de cokerie. Cette modification de la stratégie de placement des gaz sidérurgiques peut également avoir un impact sur les rejets atmosphériques de ces chaudières.

### **V – Conclusion**

Il est proposé d'encadrer la phase de mise sous cocon des installations concernées par l'accord signé le 30 novembre 2012 entre l'Etat français et ArcelorMittal. Pour ce faire, l'inspection vous propose de modifier les arrêtés existants (qui ne valent plus autorisation depuis octobre 2013 mais prescriptions sur une installation pour laquelle l'exploitant n'aura pas encore déclaré son arrêt définitif d'activité) en prescrivant à ArcelorMittal notamment des dispositions de mise en sécurité, d'analyses des impacts potentiels sols/eaux souterraines et de conditions de rejets des effluents aqueux (eaux pluviales ou susceptibles d'être polluées). Trois projets d'arrêtés préfectoraux sont proposés en annexe 3 (un pour chaque site concerné).

Il convient de noter que ces projets d'arrêtés préfectoraux n'imposent rien en ce qui concerne la stratégie industrielle du Groupe ArcelorMittal. Leur objectif est uniquement de prévenir tout impact ou risque pour l'environnement pendant la durée de la « mise sous cocon » des installations.

Il convient également de rappeler et de garder en mémoire que la cessation d'activité définitive de chaque site devra être effectuée sur l'ensemble du périmètre ICPE auparavant autorisé par les différents arrêtés préfectoraux. Ce périmètre est plus large que celui défini par l'exploitant comme devant bénéficier d'une surveillance particulière et appelé zone « mise sous cocon ». De plus, pour le site des hauts fourneaux, la cessation d'activité définitive devra également porter sur les installations liées au haut fourneau P4, arrêté depuis plusieurs années.

L'exploitant a été consulté sur ce projet et les remarques, ne modifiant pas le fond des projets d'arrêtés préfectoraux, ont globalement été prises en compte.

Cette affaire pourra être mise à l'ordre du jour d'un prochain CODERST.

## **Annexe 1 : Périmètre géographique concerné par la « mise sous cocon »**

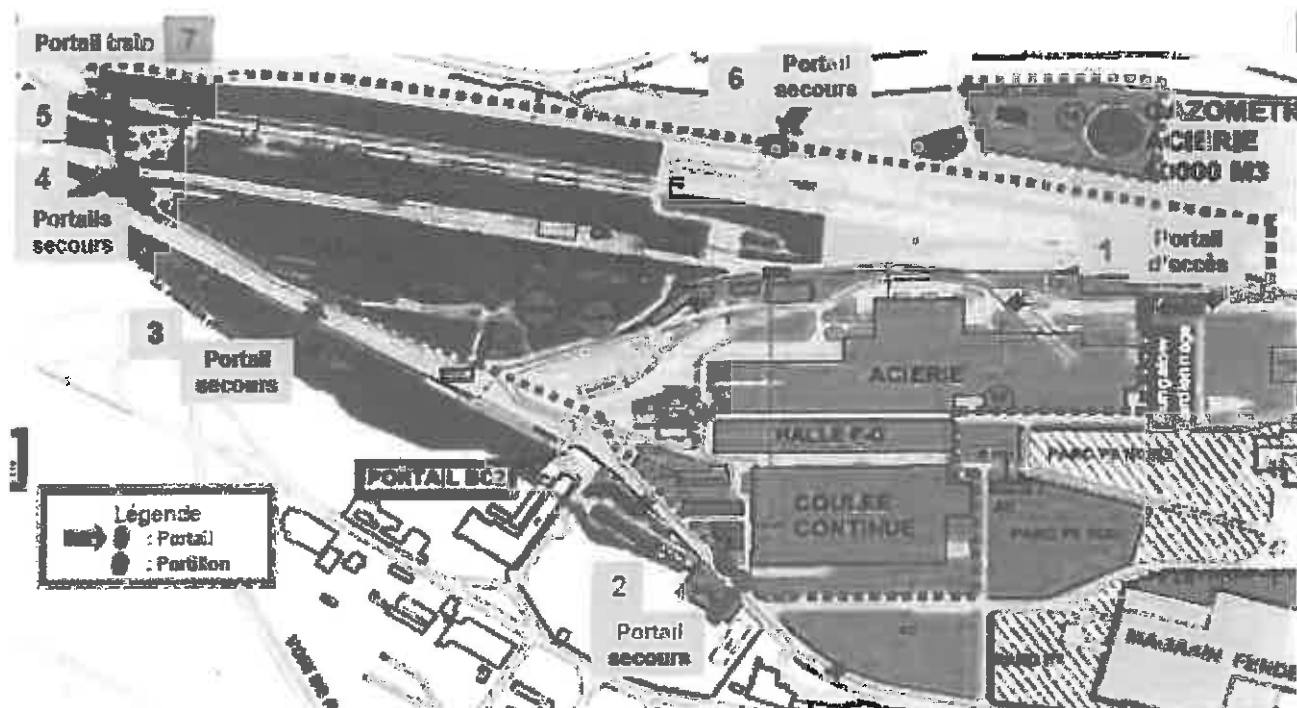
**Vue aérienne des hauts fourneaux et de l'aciérie :**



**Vue aérienne de l'agglomération de Rombas :**



## Annexe 2 : Périmètre géographique des zones « mise sous cocon » sous surveillance (clôtures internes)



Portail n°1 : accès principal à la zone avec poste de garde.  
Portails 2 à 6 : accès des secours

2



- Clôture grillagée à double
- Clôture grillagée simple
- Portails entrées & sorties
- Clôture murée

### **Annexe 3 : Projets d'arrêtés préfectoraux**

#### **Projet d'arrêté préfectoral Imposant des prescriptions complémentaires durant la phase de « mise sous cocon » des installations des hauts fourneaux à Hayange**

VU le Code de l'Environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement soumises à autorisation ;

VU l'arrêté préfectoral N°98-AG/2-139 du 15 juin 1998 fixant des prescriptions générales pour les unités sidérurgiques de SOLLAC FLORANGE des vallées de la Fensch et de l'Orne ;

VU l'arrêté préfectoral modifié n°98-AG/2-248 du 26 novembre 1998 autorisant la société SIDECO à poursuivre l'exploitation, dans l'usine de fonte de Patural, située sur la commune de Hayange, d'une batterie de hauts-fourneaux ;

VU l'accord signé le 30 novembre 2012 entre l'Etat français et ArcelorMittal précisant notamment que « *les installations de la phase liquide de Florange seront mises sous cocon dans l'état actuel [...]* » ;

VU le dossier de « mise sous cocon » transmis par l'exploitant par courrier du 13 août 2013 ;

VU le rapport de l'Inspection des Installations Classées en date du ..... ;

VU l'avis du CODERST du ..... ;

Considérant les termes de l'accord signé le 30 novembre 2012 entre l'Etat français et ArcelorMittal précisant notamment que « *les installations de la phase liquide de Florange seront mises sous cocon dans l'état actuel et compatible avec la perspective de réalisation d'un démonstrateur industriel ULCOS sur un haut fourneau. Le fonctionnement de toutes ces installations sera arrêté en toute sécurité à l'issue de la procédure légale. [...] ArcelorMittal s'engage à ne pas démonter ces installations dans les 6 ans. [...]* » ;

Considérant que l'arrêt du fonctionnement des installations constitue une modification décrite à l'article R.512-33 du Code de l'Environnement ;

Considérant que cet article prévoit que « *Toute modification apportée par l'exploitant à l'installation, à son mode d'utilisation ou à son voisinage entraînant un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.* » ;

Considérant qu'ArcelorMittal Atlantique et Lorraine a porté cette modification à la connaissance du Préfet par courrier du 13 août 2013 transmettant un dossier portant sur la « mise sous cocon » des installations (hauts fourneaux, aciérie, coulée continue, agglomération de minerais) ;

Considérant qu'il convient de manière générale de protéger les intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'Environnement notamment en termes de santé et de sécurité publique ;

Considérant qu'il convient donc, y compris dans le cadre de la phase de « mise sous cocon » des installations, pouvant durer plusieurs années, de prévenir tout risque de pollution et d'accident, et d'assurer une surveillance des milieux naturels permettant de vérifier l'absence d'impact sur l'environnement ;

Considérant qu'il convient notamment de s'assurer de la mise en sécurité des installations, de la surveillance du site concerné, de la suppression des risques, et de l'évacuation des déchets et produits dangereux ;

Considérant en particulier que la zone nécessitant une surveillance particulière est limitée aux installations et leurs abords et que l'exploitant a ainsi défini un périmètre dit de « mise sous cocon » différent du périmètre initialement soumis à autorisation et réglementé au titre de la législation sur les installations classées ;

Considérant qu'il convient donc de distinguer ces deux périmètres ;

Considérant par ailleurs que les seuls effluents rejetés par les installations arrêtées sont les eaux pluviales, les eaux de pompage des caves, et les éventuelles eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux utilisées pour l'extinction) ;

Considérant que ces effluents sont susceptibles d'être pollués et sont rejetés in-fine au milieu naturel ;

Considérant qu'il convient donc de s'assurer de l'absence d'impact sur le milieu naturel ;

Considérant qu'il est dès à présent nécessaire de disposer d'informations concernant l'état de pollution des milieux (sols, eaux souterraines, eaux superficielles, sédiments...), afin d'identifier les éventuelles sources de pollution ;

Considérant enfin l'absence de personnel en permanence au niveau des installations mises sous cocon ;

Considérant que des arrêtés préfectoraux complémentaires peuvent être pris sur proposition de l'Inspection des Installations Classées et après avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques ; ces arrêtés peuvent fixer toutes les prescriptions additionnelles que la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 rend nécessaires (article R.512-31 du Code de l'Environnement) ;

Sur proposition.....

## **ARRETE**

### **Article 1 - Champ d'application**

La Société ARCELORMITTAL Atlantique et Lorraine, numéro SIRET 44471856300067, dont le siège social est situé Immeuble Le Cézanne, 6 rue André Campra, 93200 Saint Denis, est tenue de respecter les prescriptions du présent arrêté pour le site des hauts fourneaux à Hayange.

### **Article 2 - Situation de l'établissement**

Les installations concernées sont situées sur la commune de Hayange.

Les parcelles délimitant la zone dite « périmètre ICPE » sont reportées sur le plan de situation de l'établissement annexé au présent arrêté. Par défaut, et sauf mention explicite contraire, les dispositions du présent arrêté sont mises en œuvre sur l'ensemble de ce périmètre ICPE.

L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties des installations, équipements, ouvrages, ..., qui présentent des risques ou nuisances pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'Environnement. Cette zone dite « mise sous cocon » définie par l'exploitant est également représentée sur le plan en annexe du présent arrêté.

### **Article 3 - Danger ou nuisance non prévenu**

Tout danger ou nuisance non susceptible d'être prévenu par les prescriptions du présent arrêté est immédiatement porté à la connaissance du Préfet par l'exploitant.

L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'Inspection des Installations Classées les accidents ou incidents qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'Environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'Inspection des Installations Classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'Inspection des Installations Classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'Inspection des Installations Classées.

### **Article 4 - Gestion des installations**

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- limiter la consommation d'eau, et limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;
- la gestion des effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, ainsi que la réduction des quantités rejetées ;
- prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques, pour l'agriculture, pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, pour l'utilisation rationnelle de l'énergie ainsi que pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique.

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence. Les installations et leurs abords placés sous le contrôle de l'exploitant sont aménagés et maintenus en bon état de propreté.

Les lieux doivent être maintenus propres et régulièrement nettoyés, notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes, de poussières et de matières combustibles.

### **Article 5 – Cessation d'activité définitive du site**

La cessation d'activité définitive du site s'effectuera sur l'ensemble des activités ayant été exercées par l'exploitant titulaire de l'autorisation (notamment la fabrication de fonte par les trois hauts fourneaux P3, P4, P6 et leurs équipements connexes) et sur l'ensemble du « périmètre ICPE » défini à l'article 2.

Au plus tard le 30 novembre 2018, l'exploitant se positionne sur le devenir du site (reprise d'activité ou cessation d'activité).

A la mise à l'arrêt définitif du site, l'exploitant met en œuvre la procédure relative à la remise en état des installations classées soumises à autorisation, telle que prévue dans la réglementation en vigueur à la date de l'arrêt définitif.

### **Article 6 - Accès et surveillance**

Seules les personnes autorisées peuvent pénétrer dans l'enceinte du « périmètre ICPE ».

Une clôture entoure la zone « périmètre ICPE », intégrant l'ensemble des parcelles listées à l'article 2. Les portes de la clôture ouvriront sur les routes extérieures en laissant un passage assez large ou un recul suffisant pour que l'entrée et la sortie des véhicules n'exigent pas de manœuvre.

La zone « mise sous cocon » est clairement identifiée et séparée par une clôture ou tout autre moyen équivalent. Des panneaux d'interdiction d'accès sont mis en place à chaque entrée et sur la clôture tous les 50 mètres. La zone « mise sous cocon » est surveillée en permanence par des moyens adaptés définis par l'exploitant. Cette surveillance est effective 24 h/24 h.

La phase de mise sous cocon se fait sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance des installations et des dangers des produits stockés ou utilisés dans l'installation.

#### **Article 7 - Mise en sécurité des installations**

La mise en sécurité des installations mises sous cocon est effectuée dès notification du présent arrêté. L'ensemble des opérations de mise en sécurité se fait selon les procédures et règles de sécurité définies par l'exploitant et tenue à la disposition de l'Inspection des Installations Classées. Ces opérations de mise en sécurité sont préparées, suivies et contrôlées par une ou plusieurs personnes de la Société ARCELORMITTAL ATLANTIQUE ET LORRAINE désignées par le responsable du site.

Toutes les dispositions sont prises afin de supprimer tout risque d'émission de produits dangereux tant pour l'homme que pour l'environnement pour les installations mises sous cocon.

Les tuyauteries, capacités ou réservoirs situés sur le « périmètre ICPE », en dehors des équipements strictement nécessaires à la sécurité de la zone mise sous cocon, sont vidangés, isolés, nettoyés, et soit inertés à l'azote soit mis à l'air. Les zones d'entreposage des laitiers et produits de fonte ont été nettoyées et sont exemptes de matériau. L'évacuation des produits et déchets contenus dans ces équipements ou anciennement stockés sur site s'effectue conformément à la réglementation en vigueur, dans des installations autorisées à les recevoir.

Sous un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté, toutes les opérations de mise en sécurité des installations ont été réalisées. Elles ont fait l'objet d'une analyse préalable des risques destinée à prévenir les accidents ou pollutions susceptibles de survenir pendant ces opérations, notamment du fait de l'implantation des installations au sein d'un site sur lequel subsiste une activité. Cette analyse est tenue à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.

L'exploitant met en œuvre les moyens identifiés dans cette analyse pour réduire les risques. Les risques résiduels d'incendie des bâtiments encore présents sont couverts par les installations de lutte incendie du site existant.

#### **Article 8 - Prévention de la pollution atmosphérique**

Les installations mises sous cocon ne sont à l'origine d'aucune émission à l'atmosphère, y compris diffuse. L'émission dans l'atmosphère de fumées, buées, suies, poussières, gaz odorants toxiques ou corrosifs, susceptibles d'incommoder le voisinage, de compromettre la santé ou la sécurité publique, de nuire à la production agricole, à la conservation des constructions et monuments ou au caractère des sites est notamment interdite.

Le brûlage à l'air libre est interdit.

#### **Article 9 - Prévention de la pollution des eaux**

##### ***Article 9.1 – Consommation d'eau***

Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours ne sont pas autorisés.



Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes (type clapet anti-retour) sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux du site et pour éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique ou dans les milieux de prélèvement.

## ***Article 9.2 – Gestion des rejets aqueux***

### **Article 9.2.1 – Dispositions générales**

Tous les effluents aqueux sont canalisés. Tout rejet d'effluent liquide non prévu par le présent arrêté ou non conforme aux dispositions du présent arrêté est interdit.

Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter. L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état. Les différentes canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur.

Des dispositions doivent être prises pour qu'il ne puisse y avoir en cas d'accident déversement de matières dangereuses dans le milieu naturel.

A l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur.

Les rejets directs ou indirects d'effluents dans la (les) nappe(s) d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits.

### **Article 9.2.2 – Plan des réseaux**

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'Inspection des Installations Classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...),
- les secteurs collectés et les réseaux associés,
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...),
- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

### **Article 9.2.3 – Isolement avec les milieux**

Un système permet l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.

### **Article 9.2.4 – Identification des effluents et collecte**

Les différentes catégories d'effluents sont les suivantes :

- les eaux pluviales susceptibles d'être polluées,
- les eaux de pompage des caves,
- les eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux utilisées pour l'extinction).

La dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs seuils de rejets fixées par le présent arrêté, ou s'imposant de plein droit.

Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées et les eaux de pompage des caves sont rejetées, après traitement, dans la Fensch via le point de rejet suivant :

Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté	N°1
Coordonnées (Lambert II étendu)	X = 871 879 Y = 2 487 455
Nature des effluents	pluviales et drainage,
Milieu naturel récepteur	Fensch

Les eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux utilisées pour l'extinction), et les éventuels effluents issus du nettoyage des installations sont récupérées et éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées, sauf justification préalable de la compatibilité de leur rejet avec la qualité du milieu (pour l'ensemble des substances dangereuses en présence) et du respect des normes de rejet en vigueur.

Le point de rejet doit être aménagé pour permettre un prélèvement aisé d'échantillons.

### **Article 9.3 – Surveillance des rejets aqueux**

L'exploitant est tenu de respecter en sortie de ses installations de traitement et avant rejet des eaux dans la Fensch les valeurs limites en concentration et en flux ci-dessous définies :

Paramètres	Concentration maximale	Flux maximal	Fréquence d'analyse minimale sur échantillon 24h
Débit			continu
pH	5,5 – 8,5		continu
Température	< 30°C		continu
DCO	90 mg/L	1000 kg/mois	hebdomadaire
MeS	30 mg/L	500 kg/mois	hebdomadaire
Hydrocarbures totaux	10 mg/L	50 kg/mois	hebdomadaire
Zinc	2 mg/L	100 kg/mois	hebdomadaire
PCB	< LD		-

Une autosurveillance de la qualité des rejets est effectuée selon les modalités indiquées dans le tableau ci-dessus. Les frais de prélèvement et des analyses sont pris en charge par l'exploitant et les résultats commentés des mesures sont transmis à l'Inspection des Installations Classées, dans un délai de 2 mois après les prélèvements. Cette transmission comprend une mise en exergue des éventuelles valeurs dépassant les valeurs limites de rejet, les causes de ces éventuels dépassements et les actions correctives prévues avec les délais correspondants.

### **Article 10 - Surveillance des eaux souterraines**

L'exploitant est tenu d'assurer une surveillance de la qualité des eaux souterraines.

Le réseau de surveillance est constitué a minima des piézomètres suivants :

- HP1,
- HP2,
- HP3 à implanter en aval hydraulique des hauts fourneaux.

Deux fois par an, au moins, le niveau piézométrique est relevé et des prélèvements sont effectués dans la nappe.

L'eau prélevée fait l'objet de mesures des substances pertinentes susceptibles de caractériser une éventuelle pollution de la nappe compte tenu de l'activité, actuelle ou passée, de l'installation. Les mesures portent a minima sur les substances suivantes : pH, TH, résistivité, PO4 total, SO4, DCO, Zn, Pb, Fe, CN, HC, Cl<sup>-</sup>, As, Ba, Br, Cd, Cr, Hg, Ni, HAP, BTEX.

Les résultats commentés et comparés des mesures sont transmis à l'Inspection des Installations Classées sous un délai de deux mois suivant les prélèvements. Toute anomalie conduit à une analyse complémentaire et est signalée immédiatement à l'Inspection.

Si ces résultats mettent en évidence une pollution des eaux souterraines, l'exploitant détermine par tous les moyens utiles si ses activités sont à l'origine ou non de la pollution constatée. Il informe sous trois mois le Préfet du résultat de ses investigations et, le cas échéant, des mesures prises ou envisagées.

Sans préjudice des dispositions qui peuvent être mises en œuvre en cas de constat d'anomalies, un bilan de cette surveillance est effectué au bout de trois années de suivi afin d'adapter cette dernière le cas échéant aux évolutions constatées. Ce document est adressé au Préfet dans les quatre mois suivant l'échéance triennale.

#### **Article 11 - Gestion des déchets et des produits**

Les installations mises sous cocon ne sont pas à l'origine de production de déchets, en dehors de ceux générés par les opérations d'entretien et de maintenance ou de mise en sécurité.

Les déchets entreposés dans l'établissement, avant leur orientation dans une filière adaptée, le sont dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envois et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

En particulier, les aires d'entreposage de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.

L'exploitant oriente les déchets dans des filières propres à garantir les intérêts visés à l'article L. 511-1 et L. 541-1 du Code de l'Environnement. Il s'assure que la personne à qui il remet les déchets est autorisée à les prendre en charge et que les installations destinataires des déchets sont régulièrement autorisées à cet effet.

Il fait en sorte de limiter le transport des déchets en distance et en volume.

Tout traitement de déchets dans l'enceinte de l'établissement est interdit.

Le mélange de déchets dangereux de catégories différentes, le mélange de déchets dangereux avec des déchets non dangereux et le mélange de déchets dangereux avec des substances, matières ou produits qui ne sont pas des déchets sont interdits.

A compter du 31/12/2014, plus aucun déchet, ni aucune matière première ou minerai, ni aucun produit dangereux n'est détenu ou stocké sur le « périmètre ICPE », en dehors de ceux générés par les opérations d'entretien et de maintenance ou de mise en sécurité. Les déchets générés par les opérations d'entretien et de maintenance ou de mise en sécurité sont évacués dans les meilleurs délais, et au plus tard dans le mois suivant leur production.

#### **Article 12 - Bilan des opérations effectuées**

L'exploitant transmet annuellement à l'Inspection des Installations Classées un bilan indiquant a minima :

- les opérations effectivement réalisées au cours de l'année N-1 sur ces sites,
- le bilan et les justificatifs de l'élimination des déchets dans les filières autorisées pour l'année N-1 (articles L.541-2, R.541-43 et R.541-45 du Code de l'Environnement),
- les opérations prévues pour l'année N.

Cette feuille de route sera transmise sous un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté pour les opérations réalisées en 2013, puis le 31 janvier de chaque année.

### **Article 13 - Etude de pollution des sols et des eaux souterraines**

L'état du site d'implantation des installations concernées par le périmètre ICPE est décrit dans un rapport établi par l'exploitant.

Ce rapport détermine un état des lieux représentatif de l'état de pollution des milieux (sols, eaux souterraines, eaux superficielles, sédiments...). Le périmètre géographique devant faire l'objet de ce rapport est celui décrit à l'article 2 du présent arrêté.

Ce rapport contient notamment :

- une étude historique du site considéré afin de mettre en évidence, dans toute la mesure du possible la ou les zones de dépôts anciens, la nature des produits déversés ou répandus, la ou les activités génératrices de ces produits, la période et l'importance de ces dépôts,
- l'état de contamination du site : localisation précise des dépôts ; quantité, nature, état physique, mobilité, biodégradabilité des substances dangereuses et/ou polluantes qui s'y trouvent ou s'y trouvaient ; reconnaissance de la qualité des terrains environnants, y compris de ceux extérieurs à l'emprise du site mais pouvant être affectés par la pollution en provenance de celui-ci,
- une quantification de l'impact actuel des dépôts et pollutions diverses sur l'environnement.

Cette étude sera réalisée à partir de la collecte et de l'interprétation de l'information disponible : dépouillement des archives du site, recueil de témoignages, examen d'anciens plans, relevés topographiques, photos aériennes, sondages et analyses d'échantillons réalisés, etc.

Ce rapport est transmis au Préfet en deux exemplaires avant le 31 décembre 2014.

### **Article 14 - Prévention des risques technologiques**

#### **Article 14.1 - Généralités**

L'exploitant est tenu de prendre toutes les mesures qui s'imposent pour prévenir les accidents majeurs et pour en limiter les conséquences pour l'homme et l'environnement.

Par ailleurs, toutes dispositions seront prises pour la formation du personnel susceptible d'intervenir en cas de sinistre et pour permettre une intervention rapide des équipes de secours.

L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'Environnement. L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques. Les zones à risques sont matérialisées par tous moyens appropriés.

Toutes dispositions seront prises pour éviter les risques d'incendie et d'explosion.

#### **Article 14.2 - Installations électriques**

L'exploitant tient à la disposition de l'Inspection des Installations Classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et qu'elles sont vérifiées au minimum une fois par an par un organisme compétent.

Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables.

### **Article 14.3 - Intervention des services de secours**

L'installation dispose en permanence de deux accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours.

Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre.

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :

- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local ;
- d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN100 et DN150 implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils.

Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelles que soient les conditions climatiques.

L'exploitant tient à la disposition du Préfet, de l'Inspection des Installations Classées et des Services d'Incendie et de Secours la stratégie de lutte contre un incendie (extinction, refroidissement de l'installation en feu, refroidissement des installations proches, ...), pour chacun des accidents nécessitant des moyens de secours en eau, et la liste des moyens mis en œuvre (équipements, ressources en eau, débits, implantation d'une réserve d'eau, formation de personnels, ...) pour réaliser les actions définies par cette stratégie.

Un schéma d'attaque a priori en cas de sinistre est établi en accord avec les Services d'incendie et de Secours susceptibles d'intervenir.

L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place.

Les prises d'eau sont armées et font l'objet d'essais annuels. Les résultats de ces essais seront consignés dans un cahier prévu à cet effet.

### **Article 14.4 - Plan d'urgence**

L'exploitant établit un plan d'urgence qui définit les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens qu'il mettra en œuvre en cas d'accident en vue de protéger le personnel, les populations et l'environnement. Ce plan est transmis au Préfet, aux Services d'Incendie et de Secours, et à l'Inspection des Installations Classées dans un délai de 1 mois à compter de la date de notification du présent arrêté, et dans le cas de modification notable. Le personnel est formé à la mise en œuvre de ce plan d'urgence.

Un exercice de mise en œuvre du plan d'urgence est organisé par l'exploitant avant le 30/04/2015. Le bilan de cet exercice et des éventuelles actions correctives mises en œuvre sera transmis à l'Inspection des Installations Classées.



**Projet d'arrêté préfectoral imposant des prescriptions complémentaires durant la phase de « mise sous cocon » des Installations de l'aciérie et de la coulée continue à Hayange et Serémange-Erzange**

VU le Code de l'Environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement soumises à autorisation ;

VU l'arrêté préfectoral N°98-AG/2-139 du 15 juin 1998 fixant des prescriptions générales pour les unités sidérurgiques de SOLLAC FLORANGE des vallées de la Fensch et de l'Orne ;

VU l'arrêté préfectoral n°99-AG/2-68 du 23 mars 1999 autorisant la société SOLLAC à poursuivre l'exploitation, sur les communes de Serémange-Erzange et Hayange, d'une aciérie à oxygène, d'un atelier de coulée continue et de tous les équipements annexes nécessaires à la production ;

VU l'accord signé le 30 novembre 2012 entre l'Etat français et ArcelorMittal précisant notamment que *« les installations de la phase liquide de Florange seront mises sous cocon dans l'état actuel [...] »* ;

VU le dossier de « mise sous cocon » transmis par l'exploitant par courrier du 13 août 2013 ;

VU le rapport de l'Inspection des Installations Classées en date du ..... ;

VU l'avis du CODERST du ..... ;

Considérant les termes de l'accord signé le 30 novembre 2012 entre l'Etat français et ArcelorMittal précisant notamment que *« les installations de la phase liquide de Florange seront mises sous cocon dans l'état actuel et compatible avec la perspective de réalisation d'un démonstrateur industriel ULCOS sur un haut fourneau. Le fonctionnement de toutes ces installations sera arrêté en toute sécurité à l'issue de la procédure légale. [...] ArcelorMittal s'engage à ne pas démonter ces installations dans les 6 ans. [...] »* ;

Considérant que l'arrêt du fonctionnement des installations constitue une modification décrite à l'article R.512-33 du Code de l'Environnement ;

Considérant que cet article prévoit que *« Toute modification apportée par l'exploitant à l'installation, à son mode d'utilisation ou à son voisinage entraînant un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation. »* ;

Considérant qu'ArcelorMittal Atlantique et Lorraine a porté cette modification à la connaissance du Préfet par courrier du 13 août 2013 transmettant un dossier portant sur la « mise sous cocon » des installations (hauts fourneaux, aciérie, coulée continue, agglomération de minerais) ;

Considérant qu'il convient de manière générale de protéger les intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'Environnement notamment en termes de santé et de sécurité publique ;

Considérant qu'il convient donc, y compris dans le cadre de la phase de « mise sous cocon » des installations, pouvant durer plusieurs années, de prévenir tout risque de pollution et d'accident, et d'assurer une surveillance des milieux naturels permettant de vérifier l'absence d'impact sur l'environnement ;

Considérant qu'il convient notamment de s'assurer de la mise en sécurité des installations, de la surveillance du site concerné, de la suppression des risques, et de l'évacuation des déchets et produits dangereux ;

Considérant en particulier que la zone nécessitant une surveillance particulière est limitée aux installations et leurs abords et que l'exploitant a ainsi défini un périmètre dit de « mise sous cocon » différent du périmètre initialement soumis à autorisation et réglementé au titre de la législation sur les installations classées ;

Considérant qu'il convient donc de distinguer ces deux périmètres ;

Considérant par ailleurs que les seuls effluents rejetés par les installations arrêtées sont les eaux pluviales, les eaux de pompage des caves, et les éventuelles eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux utilisées pour l'extinction) ;

Considérant que ces effluents sont susceptibles d'être pollués et sont rejetés in-fine au milieu naturel ;

Considérant qu'il convient donc de s'assurer de l'absence d'impact sur le milieu naturel ;

Considérant qu'il est dès à présent nécessaire de disposer d'informations concernant l'état de pollution des milieux (sols, eaux souterraines, eaux superficielles, sédiments...), afin d'identifier les éventuelles sources de pollution ;

Considérant enfin l'absence de personnel en permanence au niveau des installations mises sous cocon ;

Considérant que des arrêtés préfectoraux complémentaires peuvent être pris sur proposition de l'Inspection des Installations Classées et après avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques ; ces arrêtés peuvent fixer toutes les prescriptions additionnelles que la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 rend nécessaires (article R.512-31 du Code de l'Environnement) ;

Sur proposition..... ;

## **ARRETE**

### **Article 1 - Champ d'application**

La Société ARCELORMITTAL Atlantique et Lorraine, numéro SIRET 44471856300067, dont le siège social est situé Immeuble Le Cézanne, 6 rue André Campra, 93200 Saint Denis, est tenue de respecter les prescriptions du présent arrêté pour le site de l'aciérie et coulée continue à Hayange et Serémange-Erzange.

### **Article 2 - Situation de l'établissement**

Les installations concernées sont situées sur les communes de Hayange et Serémange-Erzange.

Les parcelles délimitant la zone dite « périmètre ICPE » sont reportées sur le plan de situation de l'établissement annexé au présent arrêté. Par défaut, et sauf mention explicite contraire, les dispositions du présent arrêté sont mises en œuvre sur l'ensemble de ce périmètre ICPE.

L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties des installations, équipements, ouvrages, ..., qui présentent des risques ou nuisances pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'Environnement. Cette zone dite « mise sous cocon » définie par l'exploitant est également représentée sur le plan en annexe du présent arrêté.



### **Article 3 - Danger ou nuisance non prévenu**

Tout danger ou nuisance non susceptible d'être prévenu par les prescriptions du présent arrêté est immédiatement porté à la connaissance du Préfet par l'exploitant.

L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'Inspection des Installations Classées les accidents ou incidents qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'Inspection des Installations Classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'Inspection des Installations Classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'Inspection des Installations Classées.

### **Article 4 - Gestion des installations**

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- limiter la consommation d'eau, et limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;
- la gestion des effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, ainsi que la réduction des quantités rejetées ;
- prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques, pour l'agriculture, pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, pour l'utilisation rationnelle de l'énergie ainsi que pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique.

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence. Les installations et leurs abords placés sous le contrôle de l'exploitant sont aménagés et maintenus en bon état de propreté.

Les lieux doivent être maintenus propres et régulièrement nettoyés, notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes, de poussières et de matières combustibles.

### **Article 5 – Cessation d'activité définitive du site**

La cessation d'activité définitive du site s'effectuera sur l'ensemble des activités ayant été exercées par l'exploitant titulaire de l'autorisation et sur l'ensemble du « périmètre ICPE » défini à l'article 2.

Au plus tard le 30 novembre 2018, l'exploitant se positionne sur le devenir du site (reprise d'activité ou cessation d'activité).

A la mise à l'arrêt définitif du site, l'exploitant met en œuvre la procédure relative à la remise en état des installations classées soumises à autorisation, telle que prévue dans la réglementation en vigueur à la date de l'arrêt définitif.

### **Article 6 - Accès et surveillance**

Seules les personnes autorisées peuvent pénétrer dans l'enceinte du « périmètre ICPE ».

Une clôture entoure la zone « périmètre ICPE », intégrant l'ensemble des parcelles listées à l'article 2. Les portes de la clôture ouvriront sur les routes extérieures en laissant un passage assez large ou un recul suffisant pour que l'entrée et la sortie des véhicules n'exigent pas de manœuvre.

La zone « mise sous cocon » est clairement identifiée et séparée par une clôture ou tout autre moyen équivalent. Des panneaux d'interdiction d'accès sont mis en place à chaque entrée et sur la clôture tous les 50 mètres. La zone « mise sous cocon » est surveillée en permanence par des moyens adaptés définis par l'exploitant. Cette surveillance est effective 24 h/24 h.

La phase de mise sous cocon se fait sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance des installations et des dangers des produits stockés ou utilisés dans l'installation.

#### **Article 7 - Mise en sécurité des installations**

La mise en sécurité des installations mises sous cocon est effectuée dès notification du présent arrêté. L'ensemble des opérations de mise en sécurité se fait selon les procédures et règles de sécurité définies par l'exploitant et tenue à la disposition de l'Inspection des Installations Classées. Ces opérations de mise en sécurité sont préparées, suivies et contrôlées par une ou plusieurs personnes de la Société ARCELORMITTAL ATLANTIQUE ET LORRAINE désignées par le responsable du site.

Toutes les dispositions sont prises afin de supprimer tout risque d'émission de produits dangereux tant pour l'homme que pour l'environnement pour les installations mises sous cocon.

Les tuyauteries, capacités ou réservoirs situés sur le « périmètre ICPE », en dehors des équipements strictement nécessaires à la sécurité de la zone mise sous cocon, sont vidangés, isolés, nettoyés, et soit inertés à l'azote soit mis à l'air. L'évacuation des produits et déchets contenus dans ces équipements ou anciennement stockés sur site s'effectue conformément à la réglementation en vigueur, dans des installations autorisées à les recevoir.

Sous un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté, toutes les opérations de mise en sécurité des installations ont été réalisées. Elles ont fait l'objet d'une analyse préalable des risques destinée à prévenir les accidents ou pollutions susceptibles de survenir pendant ces opérations, notamment du fait de l'implantation des installations au sein d'un site sur lequel subsiste une activité. Cette analyse est tenue à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.

L'exploitant met en œuvre les moyens identifiés dans cette analyse pour réduire les risques. Les risques résiduels d'incendie des bâtiments encore présents sont couverts par les installations de lutte incendie du site existant.

#### **Article 8 - Prévention de la pollution atmosphérique**

Les installations mises sous cocon ne sont à l'origine d'aucune émission à l'atmosphère, y compris diffuse. L'émission dans l'atmosphère de fumées, buées, suies, poussières, gaz odorants toxiques ou corrosifs, susceptibles d'incommoder le voisinage, de compromettre la santé ou la sécurité publique, de nuire à la production agricole, à la conservation des constructions et monuments ou au caractère des sites est notamment interdite.

Le brûlage à l'air libre est interdit.

#### **Article 9 - Prévention de la pollution des eaux**

##### **Article 9.1 – Consommation d'eau**

Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours ne sont pas autorisés.

Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes (type clapet anti-retour) sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux du site et pour éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique ou dans les milieux de prélèvement.

## **Article 9.2 – Gestion des rejets aqueux**

### **Article 9.2.1 – Dispositions générales**

Tous les effluents aqueux sont canalisés. Tout rejet d'effluent liquide non prévu par le présent arrêté ou non conforme aux dispositions du présent arrêté est interdit.

Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter. L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état. Les différentes canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur.

Des dispositions doivent être prises pour qu'il ne puisse y avoir en cas d'accident déversement de matières dangereuses dans le milieu naturel.

A l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur.

Les rejets directs ou indirects d'effluents dans la (les) nappe(s) d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits.

### **Article 9.2.2 – Plan des réseaux**

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'Inspection des Installations Classées ainsi que des Services d'Incendie et de Secours.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...),
- les secteurs collectés et les réseaux associés,
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...),
- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

### **Article 9.2.3 – Isolement avec les milieux**

Un système permet l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.

### **Article 9.2.4 – Identification des effluents et collecte**

Les différentes catégories d'effluents sont les suivantes :

- les eaux pluviales susceptibles d'être polluées,
- les eaux de pompage des caves,
- les eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux utilisées pour l'extinction).

La dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs seuils de rejets fixées par le présent arrêté, ou s'imposant de plein droit.

Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées et les eaux de pompage des caves sont dirigées vers la station de traitement du train à chaud et rejetées, après traitement dans cette station, dans la Fensch via le point de rejet suivant :

Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté	N°1
Coordonnées (Lambert II étendu)	X = 873 851 Y = 2 487 122
Nature des effluents	pluviales et drainage, après traitement
Milieu naturel récepteur	Fensch

Les eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux utilisées pour l'extinction), et les éventuels effluents issus du nettoyage des installations sont récupérées et éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées, sauf justification préalable de la compatibilité de leur rejet avec la qualité du milieu (pour l'ensemble des substances dangereuses en présence) et du respect des normes de rejet en vigueur.

Le point de rejet doit être aménagé pour permettre un prélèvement aisé d'échantillons.

#### **Article 10 - Surveillance des eaux souterraines**

L'exploitant est tenu d'assurer une surveillance de la qualité des eaux souterraines.

Le réseau de surveillance est constitué a minima des piézomètres suivants :

- S-P1,
- S-P2,
- S-P3.

Deux fois par an, au moins, le niveau piézométrique est relevé et des prélèvements sont effectués dans la nappe.

L'eau prélevée fait l'objet de mesures des substances pertinentes susceptibles de caractériser une éventuelle pollution de la nappe compte tenu de l'activité, actuelle ou passée, de l'installation. Les mesures portent a minima sur les substances suivantes : pH, TH, résistivité, PO4 total, SO4, Cl<sup>-</sup>, DCO, Zn, Pb, Fe, CN, HC, Al, As, Ba, Br, Cd, Cr, Hg, Ni, HAP, BTEX.

Les résultats commentés et comparés des mesures sont transmis à l'Inspection des Installations Classées sous un délai de deux mois suivant les prélèvements. Toute anomalie conduit à une analyse complémentaire et est signalée immédiatement à l'Inspection.

Si ces résultats mettent en évidence une pollution des eaux souterraines, l'exploitant détermine par tous les moyens utiles si ses activités sont à l'origine ou non de la pollution constatée. Il informe sous trois mois le Préfet du résultat de ses investigations et, le cas échéant, des mesures prises ou envisagées.

Sans préjudice des dispositions qui peuvent être mises en œuvre en cas de constat d'anomalies, un bilan de cette surveillance est effectué au bout de trois années de suivi afin d'adapter cette dernière le cas échéant aux évolutions constatées. Ce document est adressé au Préfet dans les quatre mois suivant l'échéance triennale.

#### **Article 11 - Gestion des déchets et des produits**

Les installations mises sous cocon ne sont pas à l'origine de production de déchets, en dehors de ceux générés par les opérations d'entretien et de maintenance ou de mise en sécurité.

Les déchets entreposés dans l'établissement, avant leur orientation dans une filière adaptée, le sont dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envois et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

En particulier, les aires d'entreposage de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.

L'exploitant oriente les déchets dans des filières propres à garantir les intérêts visés à l'article L. 511-1 et L. 541-1 du Code de l'Environnement. Il s'assure que la personne à qui il remet les déchets est autorisée à les prendre en charge et que les installations destinataires des déchets sont régulièrement autorisées à cet effet.

Il fait en sorte de limiter le transport des déchets en distance et en volume.

Tout traitement de déchets dans l'enceinte de l'établissement est interdit.

Le mélange de déchets dangereux de catégories différentes, le mélange de déchets dangereux avec des déchets non dangereux et le mélange de déchets dangereux avec des substances, matières ou produits qui ne sont pas des déchets sont interdits.

A compter du 31/12/2014, plus aucun déchet, ni aucune matière première ou minéral, ni aucun produit dangereux n'est détenu ou stocké sur le « périmètre ICPE », en dehors de ceux générés par les opérations d'entretien et de maintenance ou de mise en sécurité. Les déchets générés par les opérations d'entretien et de maintenance ou de mise en sécurité sont évacués dans les meilleurs délais et au plus tard dans le mois suivant leur production.

#### **Article 12 - Bilan des opérations effectuées**

L'exploitant transmet annuellement à l'Inspection des Installations Classées un bilan indiquant a minima :

- les opérations effectivement réalisées au cours de l'année N-1 sur ces sites,
- le bilan et les justificatifs de l'élimination des déchets dans les filières autorisées pour l'année N-1 (articles L.541-2, R.541-43 et R.541-45 du Code de l'Environnement),
- les opérations prévues pour l'année N.

Cette feuille de route sera transmise sous un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté pour les opérations réalisées en 2013, puis le 31 janvier de chaque année.

#### **Article 13 - Etude de pollution des sols et des eaux souterraines**

L'état du site d'implantation des installations concernées par le périmètre ICPE est décrit dans un rapport établi par l'exploitant.

Ce rapport détermine un état des lieux représentatif de l'état de pollution des milieux (sols, eaux souterraines, eaux superficielles, sédiments...). Le périmètre géographique devant faire l'objet de ce rapport est celui décrit à l'article 2 du présent arrêté.

Ce rapport contient notamment :

- une étude historique du site considéré afin de mettre en évidence, dans toute la mesure du possible la ou les zones de dépôts anciens, la nature des produits déversés ou répandus, la ou les activités génératrices de ces produits, la période et l'importance de ces dépôts,
- l'état de contamination du site : localisation précise des dépôts ; quantité, nature, état physique, mobilité, biodégradabilité des substances dangereuses et/ou polluantes qui s'y trouvent ou s'y trouvaient ; reconnaissance de la qualité des terrains environnants, y compris de ceux extérieurs à l'emprise du site mais pouvant être affectés par la pollution en provenance de celui-ci,
- une quantification de l'impact actuel des dépôts et pollutions diverses sur l'environnement.

Cette étude sera réalisée à partir de la collecte et de l'interprétation de l'information disponible : dépouillement des archives du site, recueil de témoignages, examen d'anciens plans, relevés topographiques, photos aériennes, sondages et analyses d'échantillons réalisés, etc.

Ce rapport est transmis au Préfet en deux exemplaires avant le 31 décembre 2014.

## **Article 14 - Prévention des risques technologiques**

### ***Article 14.1 - Généralités***

L'exploitant est tenu de prendre toutes les mesures qui s'imposent pour prévenir les accidents majeurs et pour en limiter les conséquences pour l'homme et l'environnement.

Par ailleurs, toutes dispositions seront prises pour la formation du personnel susceptible d'intervenir en cas de sinistre et pour permettre une intervention rapide des équipes de secours.

L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'Environnement. L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques. Les zones à risques sont matérialisées par tous moyens appropriés.

Toutes dispositions seront prises pour éviter les risques d'incendie et d'explosion.

### ***Article 14.2 - Installations électriques***

L'exploitant tient à la disposition de l'Inspection des Installations Classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et qu'elles sont vérifiées au minimum une fois par an par un organisme compétent.

Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables.

### ***Article 14.3 - Intervention des services de secours***

L'installation dispose en permanence de deux accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des Services d'Incendie et de Secours.

Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre.

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :

- d'un moyen permettant d'alerter les Services d'Incendie et de Secours ;
- de plans des locaux facilitant l'intervention des Services d'Incendie et de Secours avec une description des dangers pour chaque local ;
- d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN100 et DN150 implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au Service d'Incendie et de Secours de s'alimenter sur ces appareils.

Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelles que soient les conditions climatiques.

L'exploitant tient à la disposition du Préfet, de l'Inspection des Installations Classées et des Services d'Incendie et de Secours la stratégie de lutte contre un incendie (extinction, refroidissement de l'installation en feu, refroidissement des installations proches, ...), pour chacun des accidents nécessitant des moyens de secours en eau, et la liste des moyens mis en œuvre (équipements, ressources en eau, débits, implantation d'une réserve d'eau, formation de personnels, ...) pour réaliser les actions définies par cette stratégie.

Un schéma d'attaque a priori en cas de sinistre est établi en accord avec les Services d'Incendie et de Secours susceptibles d'intervenir.

L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place.

Les prises d'eau sont armées et font l'objet d'essais annuels. Les résultats de ces essais seront consignés dans un cahier prévu à cet effet.

#### ***Article 14.4 - Plan d'urgence***

L'exploitant établit un plan d'urgence qui définit les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens qu'il mettra en œuvre en cas d'accident en vue de protéger le personnel, les populations et l'environnement. Ce plan est transmis au Préfet, aux Services d'Incendie et de Secours, et à l'Inspection des Installations Classées dans un délai de 1 mois à compter de la date de notification du présent arrêté, et dans le cas de modification notable. Le personnel est formé à la mise en œuvre de ce plan d'urgence.

Un exercice de mise en œuvre du plan d'urgence est organisé par l'exploitant avant le 30/04/2015. Le bilan de cet exercice et des éventuelles actions correctives mises en œuvre sera transmis à l'Inspection des Installations Classées.





**Projet d'arrêté préfectoral imposant des prescriptions complémentaires durant la phase de « mise sous cocon » des installations de l'agglomération de minerai de fer à Rombas**

VU le Code de l'Environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement soumises à autorisation ;

VU l'arrêté préfectoral N°98-AG/2-139 du 15 juin 1998 fixant des prescriptions générales pour les unités sidérurgiques de SOLLAC FLORANGE des vallées de la Fensch et de l'Orne ;

VU l'arrêté préfectoral modifié n° 2000-AG/2-93 du 31 mars 2000 autorisant la société SOLLAC LORRAINE à poursuivre l'exploitation de son agglomération de minerai de fer à Rombas ;

VU l'accord signé le 30 novembre 2012 entre l'Etat français et ArcelorMittal précisant notamment que *« les installations de la phase liquide de Florange seront mises sous cocon dans l'état actuel [...] »* ;

VU le dossier de « mise sous cocon » transmis par l'exploitant par courrier du 13 août 2013 ;

VU le rapport de l'Inspection des Installations Classées en date du ..... ;

VU l'avis du CODERST du ..... ;

Considérant les termes de l'accord signé le 30 novembre 2012 entre l'Etat français et ArcelorMittal précisant notamment que *« les installations de la phase liquide de Florange seront mises sous cocon dans l'état actuel et compatible avec la perspective de réalisation d'un démonstrateur industriel ULCOS sur un haut fourneau. Le fonctionnement de toutes ces installations sera arrêté en toute sécurité à l'issue de la procédure légale. [...] ArcelorMittal s'engage à ne pas démonter ces installations dans les 6 ans. [...] »* ;

Considérant que l'arrêt du fonctionnement des installations constitue une modification décrite à l'article R.512-33 du Code de l'Environnement ;

Considérant que cet article prévoit que *« Toute modification apportée par l'exploitant à l'installation, à son mode d'utilisation ou à son voisinage entraînant un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation. »* ;

Considérant qu'ArcelorMittal Atlantique et Lorraine a porté cette modification à la connaissance du Préfet par courrier du 13 août 2013 transmettant un dossier portant sur la « mise sous cocon » des installations (hauts fourneaux, aciérie, coulée continue, agglomération de minerais) ;

Considérant qu'il convient de manière générale de protéger les intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'Environnement notamment en termes de santé et de sécurité publique ;

Considérant qu'il convient donc, y compris dans le cadre de la phase de « mise sous cocon » des installations, pouvant durer plusieurs années, de prévenir tout risque de pollution et d'accident, et d'assurer une surveillance des milieux naturels permettant de vérifier l'absence d'impact sur l'environnement ;

Considérant qu'il convient notamment de s'assurer de la mise en sécurité des installations, de la surveillance du site concerné, de la suppression des risques, et de l'évacuation des déchets et produits dangereux ;

Considérant en particulier que la zone nécessitant une surveillance particulière est limitée aux installations et leurs abords et que l'exploitant a ainsi défini un périmètre dit de « mise sous cocon » différent du périmètre initialement soumis à autorisation et réglementé au titre de la législation sur les installations classées ;

Considérant qu'il convient donc de distinguer ces deux périmètres ;

Considérant par ailleurs que les seuls effluents rejetés par les installations arrêtées sont les eaux pluviales, les eaux de pompage des caves, et les éventuelles eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux utilisées pour l'extinction) ;

Considérant que ces effluents sont susceptibles d'être pollués et sont rejetés in-fine au milieu naturel ;

Considérant qu'il convient donc de s'assurer de l'absence d'impact sur le milieu naturel ;

Considérant qu'il est dès à présent nécessaire de disposer d'informations concernant l'état de pollution des milieux (sols, eaux souterraines, eaux superficielles, sédiments...), afin d'identifier les éventuelles sources de pollution ;

Considérant enfin l'absence de personnel en permanence au niveau des installations mises sous cocon ;

Considérant que des arrêtés préfectoraux complémentaires peuvent être pris sur proposition de l'Inspection des Installations Classées et après avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques ; ces arrêtés peuvent fixer toutes les prescriptions additionnelles que la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 rend nécessaires (article R.512-31 du Code de l'Environnement) ;

Sur proposition.....

## **ARRÊTE**

### **Article 1 - Champ d'application**

La Société ARCELORMITTAL Atlantique et Lorraine, numéro SIRET 44471856300067, dont le siège social est situé Immeuble Le Cézanne, 6 rue André Campra, 93200 Saint Denis, est tenue de respecter les prescriptions du présent arrêté pour le site de l'agglomération de minerai de fer à Rombas.

### **Article 2 - Situation de l'établissement**

Les installations concernées sont situées sur les communes de Rombas et d'Amnéville.

Les parcelles délimitant la zone dite « périmètre ICPE » sont reportées sur le plan de situation de l'établissement annexé au présent arrêté. Par défaut, et sauf mention explicite contraire, les dispositions du présent arrêté sont mises en œuvre sur l'ensemble de ce périmètre ICPE.

L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties des installations, équipements, ouvrages, ..., qui présentent des risques ou nuisances pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'Environnement. Cette zone dite « mise sous cocon » définie par l'exploitant est également représentée sur le plan en annexe du présent arrêté.

### **Article 3 - Danger ou nuisance non prévenu**

Tout danger ou nuisance non susceptible d'être prévenu par les prescriptions du présent arrêté est immédiatement porté à la connaissance du Préfet par l'exploitant.

L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'Inspection des Installations Classées les accidents ou incidents qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'Inspection des Installations Classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'Inspection des Installations Classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'Inspection des Installations Classées.

### **Article 4 - Gestion des installations**

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- limiter la consommation d'eau, et limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;
- la gestion des effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, ainsi que la réduction des quantités rejetées ;
- prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques, pour l'agriculture, pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, pour l'utilisation rationnelle de l'énergie ainsi que pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique.

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence. Les installations et leurs abords placés sous le contrôle de l'exploitant sont aménagés et maintenus en bon état de propreté.

Les lieux doivent être maintenus propres et régulièrement nettoyés, notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes, de poussières et de matières combustibles.

### **Article 5 – Cessation d'activité définitive du site**

La cessation d'activité définitive du site s'effectue sur l'ensemble des activités ayant été exercées par l'exploitant titulaire de l'autorisation et sur l'ensemble du « périmètre ICPE » défini à l'article 2.

Au plus tard le 30 novembre 2018, l'exploitant se positionne sur le devenir du site (reprise d'activité ou cessation d'activité).

A la mise à l'arrêt définitif du site, l'exploitant met en œuvre la procédure relative à la remise en état des installations classées soumises à autorisation, telle que prévue dans la réglementation en vigueur à la date de l'arrêt définitif.

### **Article 6 - Accès et surveillance**

Seules les personnes autorisées peuvent pénétrer dans l'enceinte du « périmètre ICPE ».

Une clôture entoure la zone « périmètre ICPE », intégrant l'ensemble des parcelles listées à l'article 2. Les portes de la clôture ouvriront sur les routes extérieures en laissant un passage assez large ou un recul suffisant pour que l'entrée et la sortie des véhicules n'exigent pas de manœuvre.

La zone « mise sous cocon » est clairement identifiée et séparée par une clôture ou tout autre moyen équivalent. Des panneaux d'interdiction d'accès sont mis en place à chaque entrée et sur la clôture tous les 50 mètres. La zone « mise sous cocon » est surveillée en permanence par des moyens adaptés définis par l'exploitant. Cette surveillance est effective 24 h/24 h.

La phase de mise sous cocon se fait sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance des installations et des dangers des produits stockés ou utilisés dans l'installation.

#### **Article 7 - Mise en sécurité des installations**

La mise en sécurité des installations mises sous cocon est effectuée dès notification du présent arrêté. L'ensemble des opérations de mise en sécurité se fait selon les procédures et règles de sécurité définies par l'exploitant et tenue à la disposition de l'Inspection des Installations Classées. Ces opérations de mise en sécurité sont préparées, suivies et contrôlées par une ou plusieurs personnes de la Société ARCELORMITTAL ATLANTIQUE ET LORRAINE désignées par le responsable du site.

Toutes les dispositions sont prises afin de supprimer tout risque d'émission de produits dangereux tant pour l'homme que pour l'environnement pour les installations mises sous cocon.

Les tuyauteries, capacités ou réservoirs situés sur le « périmètre ICPE », en dehors des équipements strictement nécessaires à la sécurité de la zone mise sous cocon, sont vidangés, isolés, nettoyés, et soit inertés à l'azote soit mis à l'air. L'évacuation des produits et déchets contenus dans ces équipements ou anciennement stockés sur site s'effectue conformément à la réglementation en vigueur, dans des installations autorisées à les recevoir.

Sous un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté, toutes les opérations de mise en sécurité des installations ont été réalisées. Elles ont fait l'objet d'une analyse préalable des risques destinée à prévenir les accidents ou pollutions susceptibles de survenir pendant ces opérations, notamment du fait de l'implantation des installations au sein d'un site sur lequel subsiste une activité. Cette analyse est tenue à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.

L'exploitant met en œuvre les moyens identifiés dans cette analyse pour réduire les risques. Les risques résiduels d'incendie des bâtiments encore présents sont couverts par les installations de lutte incendie du site existant.

#### **Article 8 - Prévention de la pollution atmosphérique**

Les installations mises sous cocon ne sont à l'origine d'aucune émission à l'atmosphère, y compris diffuse. L'émission dans l'atmosphère de fumées, buées, suies, poussières, gaz odorants toxiques ou corrosifs, susceptibles d'incommoder le voisinage, de compromettre la santé ou la sécurité publique, de nuire à la production agricole, à la conservation des constructions et monuments ou au caractère des sites est notamment interdite.

Le brûlage à l'air libre est interdit.

#### **Article 9 - Prévention de la pollution des eaux**

##### ***Article 9.1 – Consommation d'eau***

Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours ne sont pas autorisés.

Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes (type clapet anti-retour) sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux du site et pour éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique ou dans les milieux de prélèvement.

## **Article 9.2 – Gestion des rejets aqueux**

### **Article 9.2.1 – Dispositions générales**

Tous les effluents aqueux sont canalisés. Tout rejet d'effluent liquide non prévu par le présent arrêté ou non conforme aux dispositions du présent arrêté est interdit.

Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter. L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état. Les différentes canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur.

Des dispositions doivent être prises pour qu'il ne puisse y avoir en cas d'accident déversement de matières dangereuses dans le milieu naturel.

A l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur.

Les rejets directs ou indirects d'effluents dans la (les) nappe(s) d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits.

### **Article 9.2.2 – Plan des réseaux**

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'Inspection des Installations Classées ainsi que des Services d'Incendie et de Secours.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...),
- les secteurs collectés et les réseaux associés,
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...),
- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

### **Article 9.2.3 – Isolement avec les milieux**

Un système permet l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.

### **Article 9.2.4 – Identification des effluents et collecte**

Les différentes catégories d'effluents sont les suivantes :

- les eaux pluviales susceptibles d'être polluées,
- les eaux de pompage des caves,
- les eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux utilisées pour l'extinction).

La dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs seuils de rejets fixées par le présent arrêté, ou s'imposant de plein droit.

Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées et les eaux de pompage des caves sont rejetées, après traitement, dans le ruisseau du Grau via le point de rejet suivant :

Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté	N°1
Coordonnées (Lambert II étendu)	X : 874727 Y : 2479722
Nature des effluents	pluviales et drainage, après traitement
Milieu naturel récepteur	Ruisseau du Grau

Les eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux utilisées pour l'extinction), et les éventuels effluents issus du nettoyage des installations sont récupérées et éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées, sauf justification préalable de la compatibilité de leur rejet avec la qualité du milieu (pour l'ensemble des substances dangereuses en présence) et du respect des normes de rejet en vigueur.

Le point de rejet doit être aménagé pour permettre un prélèvement aisé d'échantillons.

### **Article 9.3 – Surveillance des rejets aqueux**

L'exploitant est tenu de respecter en sortie de ses installations de traitement et avant rejet des eaux dans le ruisseau du Grau les valeurs limites en concentration et en flux ci-dessous définies :

Paramètres	Concentration maximale	Fréquence d'analyse minimale sur échantillon 24h
Débit		continu
pH	5,5 – 8,5	continu
Température	< 30°C	mensuel
DCO	125 mg/L	mensuel
MeS	35 mg/L	mensuel
Hydrocarbures totaux	10 mg/L	mensuel
Zinc	2 mg/L	mensuel
Phosphore	10 mg/l	mensuel
Fluor	15 mg/l	mensuel
Plomb	0,5 mg/l	mensuel
NH4+	30 mg/l	mensuel
Fer	5 mg/l	mensuel
PCB	< LD	-

Une autosurveillance de la qualité des rejets est effectuée selon les modalités indiquées dans le tableau ci-dessus. Les frais de prélèvement et des analyses sont pris en charge par l'exploitant et les résultats commentés des mesures sont transmis à l'Inspection des Installations Classées, dans un délai de 2 mois après les prélèvements. Cette transmission comprend une mise en exergue des éventuelles valeurs dépassant les valeurs limites de rejet, les causes de ces éventuels dépassements et les actions correctives prévues avec les délais correspondants.

### **Article 10 - Surveillance des eaux souterraines**

L'exploitant est tenu d'assurer une surveillance de la qualité des eaux souterraines.

Le réseau de surveillance est constitué a minima des piézomètres suivants :

- RB1,
- RB2,
- RB3.

Deux fois par an, au moins, le niveau piézométrique est relevé et des prélèvements sont effectués dans la nappe.

L'eau prélevée fait l'objet de mesures des substances pertinentes susceptibles de caractériser une éventuelle pollution de la nappe compte tenu de l'activité, actuelle ou passée, de l'installation. Les mesures portent a minima sur les substances suivantes : pH, TH, résistivité, PO4 total, SO4, Cl<sup>-</sup>, DCO, Zn, Pb, Fe, CN, HC, Al, As, Ba, Br, Cd, Cr, Hg, Ni, HAP, BTEX.

Les résultats commentés et comparés des mesures sont transmis à l'Inspection des Installations Classées sous un délai de deux mois suivant les prélèvements. Toute anomalie conduit à une analyse complémentaire et est signalée immédiatement à l'Inspection.

Si ces résultats mettent en évidence une pollution des eaux souterraines, l'exploitant détermine par tous les moyens utiles si ses activités sont à l'origine ou non de la pollution constatée. Il informe sous trois mois le Préfet du résultat de ses investigations et, le cas échéant, des mesures prises ou envisagées.

Sans préjudice des dispositions qui peuvent être mises en œuvre en cas de constat d'anomalies, un bilan de cette surveillance est effectué au bout de trois années de suivi afin d'adapter cette dernière le cas échéant aux évolutions constatées. Ce document est adressé au Préfet dans les quatre mois suivant l'échéance triennale.

### **Article 11 - Gestion des déchets et des produits**

Les installations mises sous cocon ne sont pas à l'origine de production de déchets, en dehors de ceux générés par les opérations d'entretien et de maintenance ou de mise en sécurité.

Les déchets entreposés dans l'établissement, avant leur orientation dans une filière adaptée, le sont dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envois et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

En particulier, les aires d'entreposage de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.

L'exploitant oriente les déchets dans des filières propres à garantir les intérêts visés à l'article L. 511-1 et L. 541-1 du Code de l'Environnement. Il s'assure que la personne à qui il remet les déchets est autorisée à les prendre en charge et que les installations destinataires des déchets sont régulièrement autorisées à cet effet.

Il fait en sorte de limiter le transport des déchets en distance et en volume.

Tout traitement de déchets dans l'enceinte de l'établissement est interdit.

Le mélange de déchets dangereux de catégories différentes, le mélange de déchets dangereux avec des déchets non dangereux et le mélange de déchets dangereux avec des substances, matières ou produits qui ne sont pas des déchets sont interdits.

A compter du 31/12/2014, plus aucun déchet, ni aucune matière première ou minerai, ni aucun produit dangereux n'est détenu ou stocké sur le « périmètre ICPE », en dehors de ceux générés par les opérations d'entretien et de maintenance ou de mise en sécurité. Les déchets générés par les opérations d'entretien et de maintenance ou de mise en sécurité sont évacués dans les meilleurs délais, et au plus tard dans le mois suivant leur production.

### **Article 12 - Bilan des opérations effectuées**

L'exploitant transmet annuellement à l'Inspection des Installations Classées un bilan indiquant a minima :

- les opérations effectivement réalisées au cours de l'année N-1 sur ces sites,
- le bilan et les justificatifs de l'élimination des déchets dans les filières autorisées pour l'année N-1 (articles L.541-2, R.541-43 et R.541-45 du Code de l'Environnement),
- les opérations prévues pour l'année N.

Cette feuille de route sera transmise sous un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté pour les opérations réalisées en 2013, puis le 31 janvier de chaque année.

### **Article 13 - Etude de pollution des sols et des eaux souterraines**

L'état du site d'implantation des installations concernées par le périmètre ICPE est décrit dans un rapport établi par l'exploitant.

Ce rapport détermine un état des lieux représentatif de l'état de pollution des milieux (sols, eaux souterraines, eaux superficielles, sédiments...). Le périmètre géographique devant faire l'objet de ce rapport est celui décrit à l'article 2 du présent arrêté.

Ce rapport contient notamment :

- une étude historique du site considéré afin de mettre en évidence, dans toute la mesure du possible la ou les zones de dépôts anciens, la nature des produits déversés ou répandus, la ou les activités génératrices de ces produits, la période et l'importance de ces dépôts,
- l'état de contamination du site : localisation précise des dépôts ; quantité, nature, état physique, mobilité, biodégradabilité des substances dangereuses et/ou polluantes qui s'y trouvent ou s'y trouvaient ; reconnaissance de la qualité des terrains environnants, y compris de ceux extérieurs à l'emprise du site mais pouvant être affectés par la pollution en provenance de celui-ci,
- une quantification de l'impact actuel des dépôts et pollutions diverses sur l'environnement.

Cette étude sera réalisée à partir de la collecte et de l'interprétation de l'information disponible : dépouillement des archives du site, recueil de témoignages, examen d'anciens plans, relevés topographiques, photos aériennes, sondages et analyses d'échantillons réalisés, etc.

Ce rapport est transmis au Préfet en deux exemplaires avant le 31 décembre 2014.

### **Article 14 - Prévention des risques technologiques**

#### **Article 14.1 - Généralités**

L'exploitant est tenu de prendre toutes les mesures qui s'imposent pour prévenir les accidents majeurs et pour en limiter les conséquences pour l'homme et l'environnement.

Par ailleurs, toutes dispositions seront prises pour la formation du personnel susceptible d'intervenir en cas de sinistre et pour permettre une intervention rapide des équipes de secours.

L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'Environnement. L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques. Les zones à risques sont matérialisées par tous moyens appropriés.

Toutes dispositions seront prises pour éviter les risques d'incendie et d'explosion.

#### **Article 14.2 - Installations électriques**

L'exploitant tient à la disposition de l'Inspection des Installations Classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et qu'elles sont vérifiées au minimum une fois par an par un organisme compétent.

Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables.



### **Article 14.3 - Intervention des services de secours**

L'installation dispose en permanence de deux accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des Services d'Incendie et de Secours.

Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre.

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :

- d'un moyen permettant d'alerter les Services d'Incendie et de Secours ;
- de plans des locaux facilitant l'intervention des Services d'Incendie et de Secours avec une description des dangers pour chaque local ;
- d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN100 et DN150 implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au Service d'Incendie et de Secours de s'alimenter sur ces appareils.

Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelles que soient les conditions climatiques.

L'exploitant tient à la disposition du Préfet, de l'Inspection des Installations Classées et des Services d'Incendie et de Secours la stratégie de lutte contre un incendie (extinction, refroidissement de l'installation en feu, refroidissement des installations proches, ...), pour chacun des accidents nécessitant des moyens de secours en eau, et la liste des moyens mis en œuvre (équipements, ressources en eau, débits, implantation d'une réserve d'eau, formation de personnels, ...) pour réaliser les actions définies par cette stratégie.

Un schéma d'attaque a priori en cas de sinistre est établi en accord avec les Services d'Incendie et de Secours susceptibles d'intervenir.

L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place.

Les prises d'eau sont armées et font l'objet d'essais annuels. Les résultats de ces essais seront consignés dans un cahier prévu à cet effet.

### **Article 14.4 - Plan d'urgence**

L'exploitant établit un plan d'urgence qui définit les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens qu'il mettra en œuvre en cas d'accident en vue de protéger le personnel, les populations et l'environnement. Ce plan est transmis au Préfet, aux Services d'Incendie et de Secours, et à l'Inspection des Installations Classées dans un délai de 1 mois à compter de la date de notification du présent arrêté, et dans le cas de modification notable. Le personnel est formé à la mise en œuvre de ce plan d'urgence.

Un exercice de mise en œuvre du plan d'urgence est organisé par l'exploitant avant le 30/04/2015. Le bilan de cet exercice et des éventuelles actions correctives mises en œuvre sera transmis à l'Inspection des Installations Classées.

**Annexe à l'arrêté préfectoral n° \_\_\_\_\_ du \_\_\_\_\_ :**  
**Limites cadastrales délimitant le « périmètre ICPE » défini à l'article 2**

**Commune de Rombas**

Parcelles		Surface ha m ca	LIEUDIT
Section	N°		
18	256 /44	16 06	Rue de l'Usine
18	257 /44	32	Rue de l'Usine
18	423 /28	15 09	Rue Poincaré
18	567 /27	19 50	Rue Poincaré
18	568 /27	31 05	Rue Poincaré
19	33	11 84	Rue Poincaré
19	34	6 89	Rue Poincaré
19	35	75	fosse de graux
19	36	2 65	fosse de graux
19	37	85	Rue Poincaré
19	38	3 82	fosse de graux
19	39	2 80	fosse de graux
19	40	2 90	Blanches Terres
19	41	3 30	Rue Poincaré
19	42	46 06	Rue Poincaré
19	43	21 12	Rue Poincaré

Parcelle		Surface	LIÉDIT
Section	N°	m²	
19	44	13 85	Rue Poincaré
19	45	13 74	Rue Poincaré
19	46	87 67	Rue Poincaré
19	47	50 11	Rue Poincaré
19	48	28 94	Rue Poincaré
19	49	68 42	Rue Poincaré
19	50	15 95	Rue Poincaré
19	51	17 76	Rue Poincaré
19	55	13 86	Blanches Terres
19	57	21 85	Blanches Terres
19	58	1 11 41	Rue Poincaré
19	60	50 84	Blanches Terres
19	66	35 38	Blanches Terres
19	67	48 12	Blanches Terres
19	68a	19 46	Blanches Terres
19	68b	17 33	Blanches Terres

Parcelle		Superficie	LIQUIDIT
Section	N°	DE CA	
19	71a	84 97	Blanches Terres
19	71b	25 22	Blanches Terres
19	72	24 89	fosse de graux
19	73	7 51	fosse de graux
19	74	7 51	fosse de graux
19	75	22 41	fosse de graux
19	77	18 01	fosse de graux
19	78	17 76	fosse de graux
19	79	18 08	fosse de graux
19	80	31 97	fosse de graux
19	81	31 50	fosse de graux
19	82	29 97	fosse de graux
19	83	37 96	fosse de graux
19	84	20 80	fosse de graux
19	86	45 63	fosse de graux
19	87	14 56	fosse de graux

Parcelles		Surface	LIEUDIT
Section	N°	hectares	
19	88	9 90	fosse de graux
19	89	9 21	fosse de graux
19	90	21 52	fosse de graux
19	91	18 48	fosse de graux
19	92	13 50	fosse de graux
19	93	13 82	fosse de graux
19	94	27 40	fosse de graux
19	95	16 47	fosse de graux
19	96	86 29	fosse de graux
19	97	16 31	fosse de graux
19	98	19 13	fosse de graux
19	99	1 09 04	fosse de graux
19	100	65 03	sous la cote le boc
19	102	26 49	sous la cote le boc
19	103	26 40	sous la cote le boc
19	104	87 26	sous la cote le boc

Parcelles		Surface	LIEUDIT
Section	N°	MAIR	
19	105	39 80	sous la cote le boc
19	131	17 80	mauvais pres
19	132	17 75	mauvais pres
19	185 /51	19 23	Rue Poincaré
19	186 /105	51 34	sous la cote le boc
19	260 /52	75 80	Blanches Terres
19	261 /52	49 50	Blanches Terres
19	263 /106	16 66	sous la cote le boc
19	266 /117	51 18	sous la cote le boc
19	270 /56	56 36	Blanches Terres
19	441 /32	40 79	Rue Poincaré
19	444 /113	5 87	sous la cote le boc
19	446 /112	6 09	sous la cote le boc
19	448 /111	40 59	sous la cote le boc
19	450 /111	1 18	sous la cote le boc
19	452 /106	1 38	sous la cote le boc

Parcelles		Surface	LIEUDIT
Section	N°	m²	
19	454 /117	1 33	sous la cote le boc
19	457 /121	1 16	mauvais pres
19	458 /121	3 91	mauvais pres
19	460 /128	38 99	mauvais pres
19	462 /129	39 12	mauvais pres
19	464 /130	23 95	mauvais pres
19	466 /135	1 38	mauvais pres
19	468 /133	25 00	mauvais pres
19	470 /138	45 71	mauvais pres
19	472 /176	1 68	fosse
19	498	80 86	mauvais pres
19	499	33 48	mauvais pres
19	501/500	1 96 04	Blanches Terres
19	502/500	1 14 12	Blanches Terres
20	581/1	68 73	Blanches Terres
20	582/1	2 78 13	Blanches Terres
		32 ha 48 a 50 ca	

**Commune d'Amnéville**

Parcelles		Surface	LIEUDIT
Section	N°	m²	
14	92	24 052	aciérie
14	68	1 757	aciérie
14	66	151	aciérie

